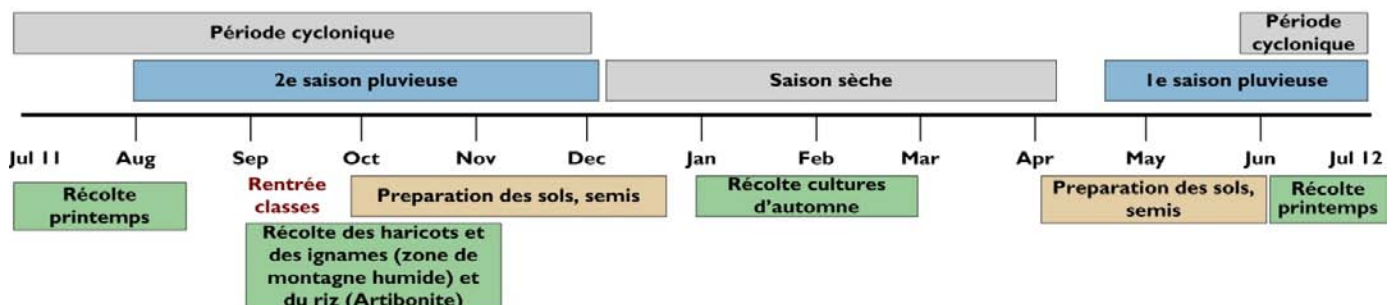


## Messages Clefs

- Les conditions de disponibilité et d'accessibilité alimentaires devraient s'améliorer, à la faveur des récoltes en cours et de la stabilité du niveau des prix des produits alimentaires de base.
- La campagne agricole de printemps se prépare dans les différentes aires agro-écologiques du pays. L'Etat haïtien, via le MARNDR, s'apprête à investir environ 864 millions de gourdes, d'ici mars et avril, dans le secteur agricole, en vue d'appuyer les agriculteurs dans la production de certaines cultures telles le maïs, le riz, le haricot. Des intrants agricoles seront alors distribués suivant les modalités du Ministère et un programme d'encadrement technique sera aussi exécuté. Cet investissement, selon les responsables du Ministère, induira la création de près de 100 mille emplois, dont 65 mille en milieu rural. Diverses organisations (FAO, USAID, etc.) comptent aussi appuyer ce secteur en vue de la réussite de cette grande campagne agricole.
- Les marchés sont très achalandés en produits alimentaires importés et locaux. Les prix demeurent stables mais encore élevés par rapport aux trois dernières années. En raison de l'augmentation de la production et des stocks dans les pays producteurs, une baisse de prix des céréales importées, notamment celui du riz, est possible. Par contre, avec le lancement de la campagne agricole de printemps, campagne accompagnée généralement d'une réduction de l'offre alimentaire locale, entre avril et juin (période de soudure), on anticipe une hausse des prix des produits locaux. Des interventions prévues dans le cadre de certains programmes, comme Aba Grangou, les activités de préparation de sols, etc., permettraient de diminuer l'impact de cette période critique sur la sécurité alimentaire des plus pauvres.
- Après un recul significatif observé à partir de la saison sèche, la recrudescence de l'épidémie de choléra demeure probable, avec l'arrivée de la prochaine saison pluvieuse, entre mars et mai. Les conditions d'insalubrité et la diminution des centres de traitement et de prise en charge, dans la plupart des régions, contribueront à accélérer la propagation de cette maladie.
- Avec la présence du phénomène «El Nino» dans le bassin atlantique, il y a 30 à 50% de chance que des inondations, des dégâts matériels et humains se produisent dans les zones vulnérables aux catastrophes naturelles. Mais, les pluies se révéleront favorables au développement des cultures de printemps.
- L'incidence de l'insécurité alimentaire restera élevée dans les communes suivantes: Anse Rouge, Gonaïves (l'Artibonite), Cavaillon, St Jean, St Louis, Aquin, Arniquet (le Sud), Mombin Crochu, Sainte Suzanne, Vallière, certaines section communales de Ferrier et de Fort-Liberté (le Nord-est), Thomassique, Cerca la source et Cerca Carvajal (Haut Plateau), les communes situées dans la partie orientale du département du Sud-est, à l'exception de Thiotte, et surtout les communes du Far West (Baie de Henne, Bombardopolis, Mole Saint Nicholas), récemment touchées par la sécheresse. L'incidence de l'insécurité alimentaire sera aussi élevée dans les quartiers précaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment dans les bidonvilles et les camps d'ébergement.

## Calendrier des événements climatiques et de la production agricole



Source: FEWS NET

## Les conditions actuelles de disponibilité et d'accessibilité alimentaires

### -La production agricole

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:



Après les pertes agricoles de printemps, les campagnes d'été et d'automne ont été lancées au niveau des zones de montagnes humides et de Plateau ayant bénéficié d'une pluviométrie plus abondante, en raison du passage de l'ouragan Irène en août 2011. Les conditions climatiques étant favorables, des intrants (semences d'haricot et engrais) ont aussi été mis à la disposition des agriculteurs par le MARNDR, la FAO, l'IICA et d'autres ONGs en vue de la réussite de ces deux campagnes. Initiées depuis décembre dernier, les récoltes sont jugées satisfaisantes. Néanmoins, elles n'ont pas été à même de compenser les pertes enregistrées pour la grande saison de printemps, plus particulièrement au niveau des plantations de maïs et de haricot.

Les récoltes du sorgho et du pois Congo sont presque parvenues à leur terme dans la plupart des régions. Mais, mauvaises dans le haut Artibonite, ces récoltes ont été perdues dans le Sud, en raison de la sécheresse et de vents violents frappant ce département. Parallèlement, de la patate douce, de l'igname, de la banane, sont entrain d'être récoltées dans les zones sèches de Plateau telles Boucan Carré, Belladère, Cerca la Source, Cerca Carvajal. Elles sont aussi en phase de récolte dans les départements du Nord-est, des Nippes, du Haut Artibonite et du Centre, et même en abondance au niveau de la Grand' Anse. Dans les zones irriguées telles que plaine des Cayes, bas Artibonite, Nord-est (Maribarou) et Nord (Plaine du Nord, etc.), les récoltes de riz et de maraichers vont bon train. Elles ont même touché à leur terme dans les parties irriguées du Plateau central (Fer à Cheval, Cerca la Source...) où des préparatifs sont en cours en vue de nouveaux semis.

### **La campagne d'hiver 2011/2012**

La plupart des activités de récolte en cours dans les différentes aires agro écologiques du pays coïncident avec la campagne d'hiver 2012. Lancée depuis novembre et décembre 2011 et appuyée par les distributions d'intrants, cette campagne porte sur le haricot, les maraichers, le maïs, au niveau des plaines irriguées et des montagnes semi-humides (Nippes, Grande-Anse...) et de Plateau. Les récoltes sont d'ordinaire attendues pour février; mais pour des régions ayant semé plus tôt, elles sont déjà entamées depuis janvier et jugées très bonnes.

Au niveau du haut Artibonite, particulièrement dans les zones sèches, la situation semble très favorable aux plantations, à l'exception d'Anse Rouge et Gonaïves. La campagne d'hiver y a été lancée à la faveur des pluies d'octobre 2011 et de la disponibilité des semences fournies par l'Etat haïtien. Par contre, dans le Bas Artibonite et le Sud, les perspectives de récolte ne sont pas tout à fait bonnes. Au niveau du bas Artibonite, la quantité de terre cultivée a baissé en raison des problèmes de labourage des sols (absence de tracteurs), de la disponibilité des intrants de qualité (semences, engrais...) et de curage des canaux d'irrigation entraînant une baisse du débit de l'eau.

Dans le département du Sud, plus particulièrement dans les communes d'Arniquet, Cavallon, Saint Jean et de Saint Louis du Sud, une situation agricole mauvaise a été observée, situation causée par la sécheresse et des vents violents de novembre à janvier. Les cultures affectées sont les racines, les tubercules et surtout le maïs et le haricot. Dans ce sillage, seule la banane pourrait faire l'objet d'une récolte satisfaisante, selon le responsable de l'Observatoire de sécurité alimentaire du Sud (OSAS). Il en résultera, selon les prévisions, une baisse de la disponibilité alimentaire locale, laquelle s'accompagnera d'une hausse des prix des produits alimentaires de base. Une situation qui retardera le lancement de la campagne agricole de printemps et accentuera l'effet de la période de soudure sur la population.

### **Les marchés, les prix et les transferts de migrants**

Sur les différents marchés de consommation, l'offre alimentaire est assurée par des produits locaux et importés. Dans les régions qui ont eu de bonnes récoltes (été, automne et présentement l'hiver), les marchés sont très achalandés. Cette situation est observée surtout dans la Grande Anse, le Nord, le bas Plateau. Par contre, dans les régions où les campagnes agricoles ont très peu réussi, la prédominance des importations dans la disponibilité alimentaire saute aux yeux. C'est le cas du Nord-est, plus particulièrement à Fort-Liberté, Ferrier, Ouanaminthe, le Nord-Ouest, le Sud et le Haut plateau central.

Par ailleurs, les prix des différents produits alimentaires de base, considérés dans le cadre du suivi régulier de la sécurité alimentaire, à travers les dix départements, ont fait montre d'une certaine stabilité, mais restent à un niveau supérieur à celui de 2008, 2009 et 2010. Le prix du pois rouge a en revanche connu une hausse significative en 2011 par rapport à l'année précédente, soit de plus de 15 pour cent en moyenne. Cette tendance semble se maintenir au cours du mois de janvier 2012: un accroissement de plus de 14 pour cent en moyenne a déjà été enregistré pour ce produit (figure 1). Les prix du haricot noir et du sorgho ont aussi affiché une hausse durant la même période, ayant progressé respectivement de 7 et de 8.5 pour cent en moyenne.

La volatilité des prix de ces produits tient en fait aux pertes enregistrées dans les plantations (le haricot plus particulièrement) au niveau des zones de production, induisant ainsi une diminution de l'offre sur les marchés. Les prix des produits importés accusent en revanche une tendance à la baisse, à l'exception de l'huile de cuisson, du blé et de son sous produit, la farine. Ceci est particulièrement évident pour le riz (variété Tchako), dont le prix a baissé de près de 15 pour cent.

Sur le plan des transferts de migrants haïtiens, les données disponibles montrent une augmentation plus ou moins importante. En effet, la Banque de la République d'Haïti (BRH) estime à près d'un milliard de dollars le montant des transferts effectués entre octobre 2010 et septembre 2011 contre 963.7 millions d'octobre 2009 à septembre 2010 (figure 2), soit une augmentation de près de 4 pour cent. Pour le premier trimestre de l'exercice fiscal en cours, ils ont déjà totalisé plus de 292 millions de dollars américains.

Intensifiés depuis les six dernières années et de manière particulière en 2010, les flux de transferts continueront d'être un soutien remarquable pour des ménages qui, autrement, se retrouveraient en insécurité alimentaire.

En somme, quoique stable, le niveau des prix des produits alimentaires est trop élevé par rapport à celui des années antérieures. Ceci limite en quelque sorte l'accessibilité des aliments aux plus pauvres. C'est l'un des facteurs explicatifs de la forte prévalence de l'insécurité alimentaire en Haïti, particulièrement dans les campements et quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

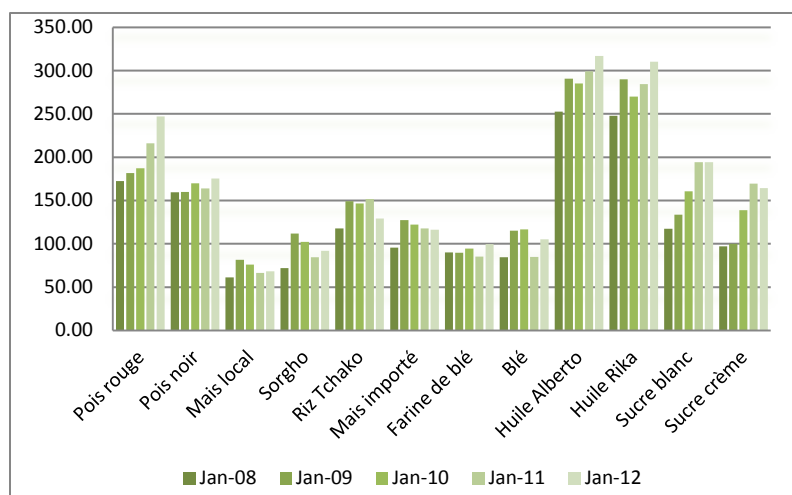
### La situation de sécurité alimentaire globale

Globalement, la prévalence de l'insécurité alimentaire reste forte. Selon l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA 2011), le taux d'insécurité alimentaire est de 38 pour cent au niveau national, avec une plus grande incidence dans les départements de l'Artibonite (54.9 pour cent), du Nord-Ouest (46.1 pour cent) et du Sud (41.1 pour cent) (Figure ci-dessous). Elle est néanmoins plus faible dans les régions du Nord (28.9 pour cent), du Nord-est (30.5 pour cent) et des Nippes (30.7 pour cent). La Grande Anse (32.7 pour cent), le Centre (33.2 pour cent), l'Ouest et le Sud-est (respectivement 33.7 et 37.2 pour cent), sont aussi mal classés.

Les ménages qui en sont victimes présentent les caractéristiques suivantes:

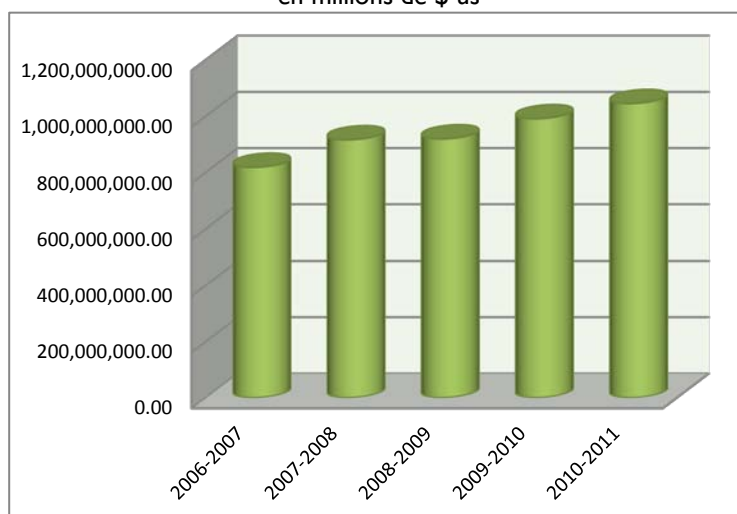
- un très faible accès aux aliments;
- une diversité alimentaire faible;
- une forte consommation de groupe d'aliments pauvres;
- un très bas niveau d'éducation;
- une dépendance accrue des emplois occasionnels en milieu urbain ;
- une faible dotation en biens durables et en actifs réels (terre, bétail, etc.);
- travaillent dans l'agriculture à titre indépendant;
- résident, pour la plupart, en milieu rural (41.7 pour cent), surtout dans les campements (46.8 pour cent) et quartiers précaires situés dans l'aire métropolitaine de Port-Au-Prince.

**Figure 1.** Prix des aliments de base, en gde marmite de 6 lb, et gallon de 4kg (janvier 2008-janvier 2012).



Source: CNSA

**Figure 2.** Evolution des transferts de migrants vers Haïti, 2006/2011, en millions de \$ us



Source : Calculs effectués sur la base des données de la BRH

En fait, les communes situées dans le Far West, le haut Artibonite, le haut Plateau central, le Sud (hormis la côte Sud) sont ordinairement en insécurité alimentaire. Il peut exister cependant des poches d'insécurité alimentaire dans des communes et sections communales des régions comme le Nord, le Nord-est, etc. Ces communes nécessitent également des interventions prioritaires. C'est le cas de Fort-Liberté, Ferrier (dans le Nord-est), les communes situées dans la partie est, à l'exception de Thiotte, dans le sud-est.

### **La Zone métropolitaine de Port-au-Prince (Bidonvilles et les campements de déplacés)**

Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, les ménages dépendent essentiellement du marché pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Ainsi, toute variation des prix des produits alimentaires de base est susceptible d'affecter leur pouvoir d'achat. Les ménages pauvres notamment s'adonnent à des activités diverses comme le taxi moto, la construction, le commerce de rue, etc., pour subvenir à leurs besoins. Mais la majorité tire son revenu principal des activités du petit commerce.

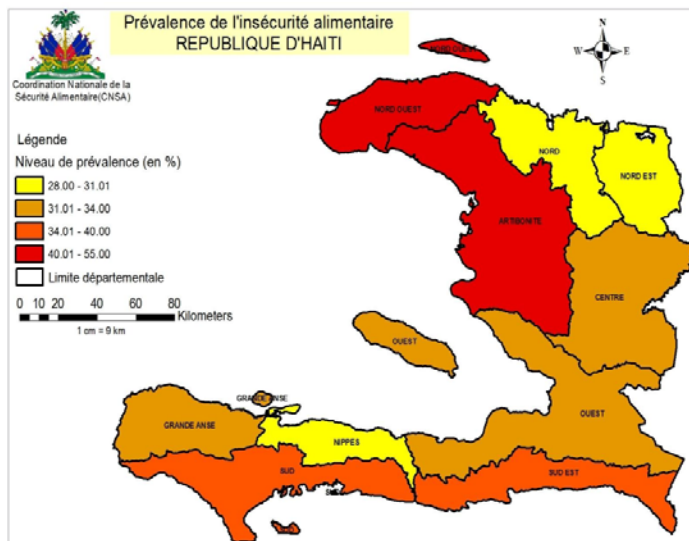
De plus, les différents marchés de l'AMP, en raison des bonnes récoltes dans la plupart des régions et de la disponibilité des produits alimentaires importés, sont bien approvisionnés. Le problème de la disponibilité alimentaire ne s'y pose donc pas pour le moment, et ce même durant la prochaine période de soudure, au cours de laquelle les importations compenseront le déficit de l'offre alimentaire locale. L'accessibilité reste toutefois limitée, vu le niveau actuel des prix, dans un contexte de chômage élevé et chronique ou de revenu monétaire de subsistance. Les conditions de vie se révèlent donc difficiles pour les ménages pauvres, particulièrement ceux vivant dans les campements de déplacés et les principaux bidonvilles de la zone métropolitaine. Une situation que les activités de cash for Works, malgré leur importance, ne sauraient résorber à elle seule. Le lancement des grands travaux de reconstruction du centre ville de Port-au-Prince et des projets de réhabilitation de certains quartiers contribueront à terme à faire reculer le chômage, garantissant ainsi l'accès au marché des plus pauvres.

### **Le Nord-ouest**

Selon le rapport d'une mission conjointe DPC, MARNDR et MPCE, dans le département du Nord-Ouest au cours du mois de février 2012, les activités agricoles ont été fortement perturbées, en raison de la sécheresse sévissant de septembre à novembre 2011. Bombardopolis, Baie de Henne et Mole St-Nicolas, sont les communes les plus affectées. Les plantations de maïs, de haricot et de sorgho, semées à la faveur des pluies du mois d'août ont été donc perturbées. La campagne d'été n'a pas connu une bonne performance, les cultures ayant été perdues. Certes, la reprise des pluies durant le mois de novembre a favorisé la plantation dans les montagnes. Mais la situation agricole de la zone n'a pas changé, en raison, entre autres, de la mauvaise répartition des quelques millimètres de pluies enregistrés. Ceci a occasionné une nouvelle chute du rendement des plantations de maïs, de haricot et de sorgho.

Une baisse de la disponibilité alimentaire locale est donc observée sur les différents marchés et les réserves sont sur le point d'être épuisées, creusant ainsi l'écart entre la demande et l'offre alimentaires avec les conséquences que cela comporte pour les prix des produits alimentaires importés et locaux. Parallèlement, les activités de cash et de Food for Works, qui offraient des opportunités d'emploi aux plus pauvres, ont diminué. Les organisations non gouvernementales intervenant dans la région ont dû suspendre leurs activités pour des raisons de financement. Cette situation ne fait qu'accentuer la détérioration des conditions d'accès dans le bas Nord-Ouest.

D'une manière générale, les ménages se trouvent en insécurité alimentaire modérée. Cependant, vu leur réserve limitée, liée à leur faible capacité d'investissement dans la production agricole, on doit s'attendre à une détérioration de leurs conditions de vie. Ainsi, les pauvres et les très pauvres sont susceptibles de se retrouver dans la précarité, entre avril et juin. Des interventions d'urgence sont donc nécessaires.



## Perspectives de la sécurité alimentaire de janvier à juin 2012

Différents facteurs sont susceptibles d'influencer la sécurité alimentaire en Haïti au cours des six premiers mois de l'année 2012. A ce titre, plusieurs scénarios sont possibles mais le plus probable est exposé dans les lignes ci-dessous.

### La campagne agricole de printemps 2012

Dans environ deux mois, commence la grande saison de printemps, qui représente 50 à 60 pour cent de la production agricole nationale. En fait, dans tous les départements et les profils de modes de vie, les activités de semis débutent d'ordinaire en mars avec la saison pluvieuse qui démarre à la même période. Elles devraient continuer jusqu'en mai, dépendamment de la zone et les récoltes s'étendent de juillet à septembre. Des préparatifs sont déjà en cours dans certaines zones de montagnes: la Grande' Anse, le Nord-est, les Nippes. Dans d'autres (le Nord, le Sud-est), les responsables des directions départementales agricoles (DDA), ainsi que de diverses ONG, planifient le lancement de cette grande campagne annuelle. En revanche, dans le bas Artibonite, les agriculteurs, misant beaucoup sur la réussite de la saison d'hiver, notamment pour la culture du haricot, en vue du lancement de la campagne de printemps, risquent de ne pas la débiter à temps si un appui en intrants (notamment en semence de haricot) ne compense pas les pertes agricoles annoncées pour l'hiver.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), dans le cadre du programme d'investissement public pour l'exercice 2011-2012, visant la relance de la production, projette d'injecter environ 864 millions de gourdes dans le secteur agricole. D'une part, à travers un programme qui coûtera en fait 64 million de gourdes, plus de 500 tonnes métriques de semences de haricot, de maïs et de sorgho, 100 mille drageons de bananier, de mini-sets d'igname et de boutures de patate douce seront fournies aux agriculteurs. Pour les régions particulières telles l'Artibonite, le Sud, le Nord-est et le Nord, zones de grande production rizicole, ce programme comprend aussi un volet de production, de conditionnement et de commercialisation de semences de riz. Environ 100 TM de semences de riz seront produits et commercialisés.

D'autre part, le Ministère compte par ailleurs renforcer la capacité productive des producteurs de maïs dans les plaines irriguées en vue d'en accroître le rendement, lequel devra passer à près de 5 tonnes à l'hectare. Il est aussi prévu que, outre la distribution de 60 TM de semences additionnelles de maïs aux agriculteurs, un programme d'encadrement technique est mis à leur intention. Il comprendra le labourage des sols, l'octroi d'engrais, de pesticide et de pompe d'irrigation. Dans ce cadre, une grande campagne de plantation de maïs débutera au mois de mars prochain.

Ces initiatives répondent à la nécessité de relancer le secteur agricole, pour lequel une croissance de l'ordre de 5 pour cent est anticipée par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), et de satisfaire la demande de quelques grandes entreprises nationales et internationales, spécialisées dans la transformation du maïs. A travers cette filière, de mars à juillet 2012, environ 100 mille emplois directs seront créés, dont 65 mille en milieu rural. D'un montant estimatif de 800 millions de gourdes, ce projet sera financé essentiellement par le Trésor public.

La FAO, de son côté, élabore un Plan d'action en vue de la campagne de printemps 2012, où il est prévu de distribuer environ 145 tonnes de semences de maïs «Chicken corn» à 14500 familles vulnérables. Ces derniers résident dans les communes telles que Léogane/Gressier, Petit Goave/Grand Goave, Aquin, Jérémie et Marigot. De surcroit, la FAO compte organiser des foires aux semences en distribuant des bonds d'achats aux ménages. Chaque ménage ayant reçu des coupons d'une valeur de 1000 gourdes, pourra s'acheter des semences de qualité d'une culture de son choix. Les foires seront organisées dans quatre départements, l'Ouest, l'Artibonite, le Sud-est et le Sud, et cibleront près de 9000 ménages.

D'autres organismes interviennent aussi dans ce secteur en fournissant des intrants agricoles aux planteurs. Par exemple, dans le cadre du projet WINNER, près de 300 tonnes métriques de semences de céréales et de légumineuses seront distribuées dans la plaine du Cul-de-sac. Ces interventions permettront non seulement d'augmenter la production mais également de créer des emplois profitables aux ouvriers agricoles qui constituent la couche la plus vulnérable à l'insécurité alimentaire de la population rurale.

### Les conditions climatiques

La réussite de la campagne de printemps ne dépend pas seulement des préparatifs, mais aussi des conditions météorologiques, vu le caractère pluvial de l'agriculture haïtienne. En effet, l'année dernière, des dispositions ont été prises en vue d'une campagne agricole de printemps réussie. Mais la saison pluvieuse a démarré avec plus deux mois de retard dans certaines zones; dans d'autres, plus de six mois de sécheresse ont été enregistrés. Ces conditions défavorables ont donc compromis la réussite de la campagne, notamment pour les cultures du maïs et du haricot.

En fait, si certaines communes, particulièrement dans le Nord et le Nord-est, ont pu se récupérer, au cours des saisons d'été et d'automne, ceci n'a pas été le cas pour d'autres, la sécheresse ayant perduré plus de six mois. Pour cette nouvelle année, les chances d'avoir des conditions pluviométriques plus ou moins favorables aux cultures tiennent beaucoup à la probabilité pour que «El Nino» se produise. Les prévisions météorologiques de l'Université d'Etat du Colorado anticipent 30 à 50% de chance pour que ce phénomène se développe durant l'année 2012 dans le bassin Atlantique. En conséquence, il est probable que les précipitations seraient intensifiées. Dans ce cas de figure, malgré les risques d'inondations et de glissement de terrain dans certains endroits très vulnérables comme l'Artibonite, l'Ouest et la presqu'île du Sud, ces précipitations seront très bénéfiques pour la campagne agricole de printemps. Toutefois, ces prévisions, faites à la fin de l'année dernière, sont sujettes à révision en avril prochain, ce qui donnerait probablement une toute autre configuration des conditions météorologiques au cours des prochains mois.

#### **Avril à juin: période de soudure alimentaire dans les différentes zones agro écologiques du pays**

D'ordinaire, une période de soudure sévit de mars à juin dans les différentes régions du pays. L'offre alimentaire atteint alors son niveau le plus bas sur presque tout le territoire national, en raison de la concentration de la plupart des ressources disponibles aux opérations de semis de printemps. C'est par conséquent une période durant laquelle les activités de production ou de récoltes sont quasi au point mort dans toutes les régions agricoles. Certes, quelques récoltes (prévues pour mars et avril) de patate douce, de mangues, de riz, de légumes et de la banane, respectivement dans les plaines de monoculture, les montagnes humides et les zones de plateaux, pourraient assurer une certaine disponibilité alimentaire. Mais, représentant moins de dix pourcent de la production nationale, elles ne suffiraient pas à couvrir tous les besoins alimentaires de la population en cette période critique.

Donc, en raison de la contraction de la disponibilité alimentaire locale, il est probable que les ménages pauvres et vulnérables, dépendant essentiellement du marché, aient moins d'accès aux produits alimentaires locaux. Une attention particulière devrait être accordée aux régions où l'incidence de l'insécurité alimentaire est la plus forte, comme l'Artibonite (particulièrement le haut Artibonite), le Nord-Ouest, le Sud, le Sud-est (voir carte), les quartiers précaires de Port-au-Prince. La période de soudure devrait les toucher plus sévèrement, d'autant plus que la situation agricole n'a pas été très bonne et qu'aucune réserve n'a été constituée.

Néanmoins, des interventions, tant publiques que privées, peuvent aider à atténuer l'impact de la période de soudure sur les ménages des zones vulnérables. On peut citer, entre autres:

- a) La création d'emplois agricoles liée aux opérations de labourage des sols et de semis, devant être initiées dans le cadre du lancement de la campagne agricole de printemps;
- b) Les activités génératrices de revenus à travers la relance de la production agricole et les travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre, dans le cadre du programme «ABA GRANGOU» (voir encadré ci-contre);
- c) Le programme de solidarité, à travers des transferts d'argent et de nourriture, en faveur de ceux-là souffrant quotidiennement de la faim;
- d) L'octroi de bon d'achat de produits alimentaires et de transferts d'argent, notamment dans la Grande Anse, au bénéfice des familles vulnérables...
- e) Les grands travaux de construction en cours créant des centaines d'emplois à Port-au-Prince, etc.

#### **Activités principales prévues dans le cadre du programme ABA GRANGOU de janvier 2012 à janvier 2013**

##### **Assistance aux vulnérables et réalisations sur le terrain:**

1. Création d'une base de données unique de la vulnérabilité couvrant 44 communes.
2. Identification de 150 000 personnes vulnérables et transferts d'argent et de nourriture vers ces personnes.
3. Alimentation scolaire assurée pour 1 million d'enfants.
4. Mise en commun de 7000 Agents de Développement Polyvalents pour la provision de services de bases au niveau des ménages les plus vulnérables.
5. Création d'emploi par des travaux HIMO pour 50 000 personnes vulnérables.
6. 400 projets communautaires visant à réduire l'insécurité alimentaire.
7. 100 hectares de salines transformées en bassins de production moderne.
8. Système de surveillance de l'insécurité alimentaire et la malnutrition en place.

##### **Politiques nationales, stratégies et plans sectoriels définis**

1. Augmentation des investissements dans le secteur agricole de 6 à 10% du Trésor Public et une définition des axes d'investissement définie par l'étude des 'déterminants'.
2. Politique nationale de nutrition.
3. Politique nationale d'alimentation scolaire.
4. Politique nationale de filet de sécurité sociale.
5. Politique nationale de sécurisation du foncier.
6. Politique nationale de promotion de l'utilisation des engrais.
7. Stratégie de subventionnement pour la promotion de silos métalliques pour le stockage des récoltes.
8. Stratégie de subventionnement pour la promotion de citernes familiales pour le stockage des eaux de pluie
9. Stratégie de mise en œuvre d'approches participatives de développement local à travers les CADEP
10. Document de choix stratégiques pour les stocks de nourriture de contingence
11. Stratégie de communication d'ABA GRANGOU
12. Manuel technique des projets HIMO
13. Plan de mise en commun des Agents de Développement Polyvalents-ADP
14. Plan de nutrition 2013-2016
15. Plan d'investissement dans la filière du sel

**La tendance des prix alimentaires, des matières premières et des transferts de migrants**

La stabilité des prix observée au cours des six derniers mois sera maintenue au cours du premier trimestre 2012, compte tenu des prévisions de récolte de la saison d'hiver dans la plupart des zones agro écologiques du pays, sauf pour le haricot. Par ailleurs, les prix des céréales sur le marché international, notamment du riz, tendent à se stabiliser. FEWSNET international a même anticipé, début janvier, une diminution au cours des prochains mois, en raison, d'une part, de l'accroissement de l'offre globale (augmentation de la production et des stocks) dans les pays producteurs (la Chine et l'Inde) et, d'autre part, en raison de la contraction de la demande mondiale résultant des sombres perspectives économiques en Europe.

En revanche, les prix des produits locaux augmenteront au cours de la période de soudure qui sera marquée par une rareté significative de l'offre alimentaire locale, et ce jusqu'aux prochaines récoltes prévues pour juillet-août. Quant au prix du pétrole, l'incertitude règne quant à la direction qu'il prendrait au cours des prochains mois. Cette incertitude, alimentée par les menaces de guerre au moyen orient (Iran, USA, Israël, etc.), pourrait maintenir le prix moyen du baril à un niveau élevé, supérieur à \$ 100 us, et entretenir d'éventuelles hausses dans les prochains mois. Un tel scénario ne ferait qu'amplifier la volatilité des prix alimentaires en Haïti, tenant compte de la forte corrélation entre les prix du carburant (via celui du transport) et ceux des produits alimentaires de base.

En ce qui a trait aux transferts de migrants, la crise économique et financière mondiale actuelle, celle de l'emploi en particulier, peut freiner l'afflux des transferts vers les pays en développement. En fait, la crise dans les pays développés entraînera une contraction du volume des transferts au cours des six prochains mois. D'ailleurs, malgré l'importance de ces flux en 2011 par rapport à 2010 (taux de croissance de 8%), la Banque Mondiale anticipe un ralentissement, en raison des turbulences économiques et financières annoncées pour 2012. Ces dernières, selon cet organisme multilatéral, promettent d'être plus sévères qu'en 2011, ce qui alimente davantage la vulnérabilité au niveau de l'économie globale.

Selon des experts haïtiens, les flux de transferts vers Haïti ne devraient pas diminuer, compte tenu de l'amélioration de la situation de l'emploi aux Etats Unis, d'où proviennent les plus importants flux d'argent de migrants. Cependant, on ne peut pas en anticiper une hausse significative; on peut tout de même prévoir leur stabilité jusqu'aux prochaines festivités.

**L'incidence du cholera**

L'épidémie de choléra a un impact très négatif sur la sécurité alimentaire en affaiblissant les forces productrices, en augmentant les dépenses liées aux soins de santé et en causant même, dans certains cas, la mort d'apporteurs de ressources au niveau des ménages. Présentement, comme il a été annoncé au précédent bulletin de perspectives, la maladie se stabilise et son incidence a baissé. En effet, d'après le Ministère de la Santé Publique et de la Population, le nombre de malades du choléra s'élève, à date, à plus de 500,000 personnes, dont environ 7000 décès, 15 mois après l'apparition de l'épidémie.

Entre autres, deux facteurs semblent jouer en faveur de cette amélioration: la sensibilisation des populations des zones affectées et la saison sèche freinant l'expansion de la maladie, notamment en milieu rural. Dans les régions urbaines comme Port-au-Prince, Cap Haïtien, Jérémie, etc., le nombre de centres de traitement a diminué avec la baisse remarquable du nombre de cas. Cependant, une résurgence demeure possible avec la saison pluvieuse qui commencera dès la fin du mois de mars. C'est pourquoi on doit redoubler de vigilance, en matière de surveillance.

**Les conditions sociopolitiques et le cadre macroéconomique**

Sur le plan sociopolitique, la situation s'est normalisée depuis la mise en place du nouveau gouvernement. Un climat plus ou moins propice est créé et qui s'avère bénéfique aux investissements privés, tant nationaux qu'internationaux. Déjà des investisseurs étrangers, en quête d'opportunités d'affaires, ont effectué des voyages d'exploration en Haïti. De son côté, le secteur privé national emboîte aussi le pas en investissant notamment dans la construction. Sur deux ans, ce secteur projette d'investir près de 200 millions de dollars dans la construction des infrastructures hôtelières notamment.

D'aucuns pensent que les nombreux chantiers (travaux de reconstructions notamment, les constructions d'hôtel en cours ou à venir, etc.), qui n'ont pas pu démarrer en 2011, seront entrepris en 2012. Ce qui semble indiquer que cette année serait plus «prometteuse» que les deux précédentes. Dans cette perspective, les autorités financières tablent sur un taux de croissance économique de l'ordre de 7.8 pourcent pour ce nouvel exercice fiscal. Dans la même veine, le taux d'inflation espéré se situera autour de 8 pourcent et celui du change gourde/dollars us, stabilisé dans une fourchette de 40 à 41 gourdes.

Certaines mesures adoptées par l'exécutif semblent aller, à bien des égards, dans cette directive. Citons par exemple, i) la création d'une Commission présidentielle d'investissement de nature à faciliter le partenariat public/privé, ii) la décision de réduire le nombre de jours (de 100 à 10) pour monter une entreprise. De plus, l'orientation du Budget national pour l'année fiscale 2011-2012 est un bon signe: plus de 65% de l'enveloppe budgétaire prévue (121 milliards de gourdes) seront alloués aux investissements publics. Par ailleurs, les travaux d'aménagement, de construction et de réhabilitation des infrastructures, bâtiments publics et quartiers précaires

de Port-au-Prince, pour reloger les sinistrés du séisme, et qui démarreront bientôt, sont susceptibles d'accroître le nombre d'emplois dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince assurant ainsi un pouvoir d'achat à un certain nombre de ménages. Il faut souligner que ces activités pourraient ne pas démarrer au cours des six prochains mois. Les anticipations des entrepreneurs sont néanmoins susceptibles d'enclencher un regain d'activités génératrices de revenus à court terme dans la capitale haïtienne.

Toutefois, l'exécution des programmes d'investissements publics, notamment dans le secteur agricole, dépendra de la rapidité avec laquelle le processus de ratification de la loi des finances de 2012 avance au niveau du parlement haïtien. En tout cas, tout retard dans ce processus n'irait pas dans le sens de la consolidation de l'environnement macroéconomique nécessaire à la relance de la production nationale. La recrudescence des actes d'insécurité civile, les manifestations, etc., avec des élections législatives et municipales en perspectives, laissent aussi présager une détérioration de l'environnement sociopolitique et des affaires, au cours de la période considérée. Cela peut compromettre les efforts consentis pour le maintien d'un climat de confiance et de sérénité, indispensable pour revigorer les différents secteurs d'activités économiques.

### Ces constats amènent à la formulation des hypothèses suivantes:

- Les conditions climatiques seront favorables à la production agricole de printemps sous l'effet du phénomène d'El Nino en 2012;
- Le lancement des programmes de reconstruction, qui n'ont pas pu démarrer en 2011, est de nature à susciter un regain d'activités génératrices de revenus pour presque tous les groupes de revenus, particulièrement dans les zones affectées par le séisme.
- Les prix de certains produits locaux (les céréales, le haricot) afficheront une tendance à la hausse, en raison de la baisse de la disponibilité, durant la période de soudure, ce jusqu'aux récoltes de printemps, prévues pour juillet et août;
- Le cholera, dont l'incidence s'est affaiblie depuis l'apparition de la saison sèche, continue à affecter la population durant la prochaine saison pluvieuse, qui sera entamée d'ici la fin du mois de mars ou début d'avril;
- Le cours du riz sur le marché mondial tendant à la baisse, le prix de cette céréale sur le marché local diminuera au cours de la période des perspectives;
- En raison du phénomène d'el Nino dans le bassin de l'Atlantique, des inondations peuvent provoquer des dégâts dans certaines régions (Artibonite, Sud, Sud-est, Grande-Anse), en affectant les plantations et les infrastructures routières;
- Une crise politique éventuelle, même de moindre envergure, et la résurgence de l'insécurité civile dans la capitale haïtienne, compromettraient la stabilité sociopolitique dont le pays jouit depuis la mise en place de l'actuel gouvernement;
- L'incidence de l'insécurité alimentaire restera élevée dans les communes suivantes: Anse Rouge, Plaine de l'Arbre, Gonaïves, dans l'Artibonite, Cavaillon (dont la première section Boileau), Saint Jean, Saint-Louis du Sud, Aquin, Arniquet dans le département du Sud, Mombin Crochu, Sainte Suzanne, Vallière, certaines section communales de Ferrier et de Fort-Liberté dans le Nord-est, Thomassique, Cerca la source et Cerca Carvajal dans le Haut Plateau, toutes les communes situées dans la partie orientale du département du Sud-est à l'exception de Thiotte et surtout les communes du Far West (plus particulièrement Baie de Henne, Bombardopolis, Mole Saint Nicholas) touchées par la crise actuelle.
- L'incidence de l'insécurité alimentaire restera aussi élevée dans les quartiers précaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment dans les bidonvilles et les campements de déplacés.
- Le lancement des activités prévues dans le cadre du programme «Aba Grangou» devra contribuer à réduire le nombre de personnes en insécurité alimentaire à l'échelle nationale, au cours de la période des perspectives, si le processus de ratification du budget s'accélère et que les fonds soient décaissés à temps.

### Recommandations

Les recommandations tiennent compte des zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Le tableau ci-dessous présente les communes et sections communales en Insécurité alimentaire suivant la carte actualisée de sécurité alimentaire, élaborée au cours du mois de janvier 2012 par le PAM et la CNSA. Contenant des recommandations spécifiques, ce tableau peut servir d'orientation dans le ciblage des zones et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire dans le cadre de l'implémentation des programmes de sécurité alimentaire, dont Aba Grangou.



Département	Commune	Section	Localité	Signe d'insécurité alimentaire	Proposition	
Sud-est	Anse à pitre	1 <sup>ère</sup> B. Guillaume	Ravine longue, Bota, Bony, Ti saison	Difficultés d'accès par manque de revenu	<ol style="list-style-type: none"> <li>Récapitalisation du cheptel en accentuant sur les petits bétails et volailles;</li> <li>Appui aux pêcheurs surtout en engins de pêche;</li> <li>Distribution d'intrants agricoles surtout dans les zones de montagne;</li> <li>Création de travaux de type himo par les activités de curage des canaux d'irrigation, de protection des digues de rivières et réparation des ravines.</li> </ol>	
		2 <sup>ème</sup> Bois d'Homme	Bas Bois d'homme			
		Récif	Quartier de Récif			
	Belle Anse	Marbricole	Chaudrie, Nan Rak, Ka Magrit	-Difficultés d'accès par manque de revenu		
		Baie d'Orange	St Rock, Mare Plate, Yombé, Sinai	-Cas de malnutrition aigue		
		Mapou	Cibao, Anse à Boeuf			
Pichon		Diamand, Nan Labbé, Bestiaire, Corail La Pierre				
Bel Air	Potany, Marat					
Grand Gosier		Anse chrétien, Nan fourneau, ka Pierre	-Difficultés d'accès par manque de revenu -Indisponibilité alimentaire			
Côte de fer			-Difficultés d'accès par manque de revenu			
Artibonite	Gonaïves	4 <sup>ème</sup> section Poteau	Pinel, Duquénay, Désiré, Roche plate, Chambellan, La serre, Mapou chevalier, Raille, Poteau	-Difficultés d'accès par manque de revenu	<ol style="list-style-type: none"> <li>Distribution massive de semences de culture à cycle court (maraichers, haricot, maïs, etc.);</li> <li>Curage et protection des berges des rivières;</li> <li>Appui aux producteurs des marais salants;</li> <li>Crédit agricole pour la campagne de printemps;</li> <li>Distribution massive des drageons de bananiers;</li> <li>Désenclavement des zones difficiles, réhabilitation des voies de communication.</li> </ol>	
		3 <sup>ème</sup> section Baillonnet	Baillonnet, Savane Ronde, Cachotte, Desmornes, Boucan Thomas, Cagas, Medcilien, Sarazin	-Indisponibilité alimentaire		
	Anse Rouge	Grande Savanne	Atrel, Tempé, Grd Diable, Terre des nègres, Magasin, Ti boulé	-Difficultés d'accès par manque de revenu		
		La Source	Source chaude, Ti saline, Figuier	-Indisponibilité alimentaire		
		Labranle	Dèyè mon, Bras à droite, Bras à gauche, Corossol, Lermite			
	Ouest	Carrefour	Malanga	Toute la section		Difficultés d'accès par manque de revenu
Pétion ville		4 <sup>ème</sup> section Bellevue	La Montagne	Difficultés d'accès par manque de revenu		
Cité soleil				Difficultés d'accès par manque de revenu		
Pointe à Raquette						
Petit Goave		1 <sup>ère</sup> section	Nan Bouzin		-Difficultés d'accès par manque de revenu	
		12 <sup>ème</sup> section	Fond Fabre		-Indisponibilité alimentaire	
Sud	Arniquet	3 <sup>ème</sup> Arniquet	Toute la section	-Indisponibilité alimentaire	<ol style="list-style-type: none"> <li>Distribution d'intrants agricoles pour la campagne de printemps;</li> <li>Renforcement des systèmes et canaux d'irrigation;</li> <li>Accès aux crédits pour les</li> </ol>	
	Aquin	3 <sup>ème</sup> Brodequin	Toute la section	-Difficultés d'accès par manque de		
		5 <sup>ème</sup> Mare O coiffe	Toute la section			
		10 <sup>ème</sup> Guirand	Toute la section			
	Saint-Jean	2 <sup>ème</sup> Débouchette	Toute la section			
		1 <sup>ère</sup> grd Fonds	Toute la section			

	Saint-Louis	7 <sup>ème</sup> Chérette	Toute la section	revenu	agriculteurs et des femmes.
	Cavaillon	3 <sup>ème</sup> Gros marin	Toute la section		
		5 <sup>ème</sup> Laroc	Toute la section		
		1 <sup>ère</sup> Boileau	Toute la section		
Centre	Cerca-la-Source	Chaîne Pinquoi	Bloc Angoman	-Difficultés d'accès par manque de revenu	1. Distribution d'intrants agricoles pour la campagne de printemps; 2. Renforcement des systèmes et canaux d'irrigation; 3. Accès aux crédits pour les agriculteurs et des femmes.
	Cerca Carvajal				
	Thomassique	Lociane	Toute la Section	-Indisponibilité alimentaire	
	Thomonde				
	Hinche				
Nord-Ouest	Bombardopoli s	1 <sup>ère</sup> Plateforme	Massavon-Plateau, Floxy, Pélissier	-Difficultés d'accès par manque de revenu	1. Distribution d'intrants agricoles pour la campagne de printemps; 2. Protection des bassins versants; 3. production de plantules d'arbres fruitiers; 4. Distribution de nourriture et d'aliment; 5. Octroi de crédits agricole pour la campagne de printemps; 6. Réhabilitation des routes agricoles.
		3 <sup>ème</sup> Plaine d'Orange	Crève		
	Baie de Henne	1 <sup>ère</sup> Citerne Rémy	Passe sèche, Jasmin	Indisponibilité alimentaire	
		3 <sup>ème</sup> Réserve	Wassey, Estère		
		4 <sup>ème</sup> Estère Derrée	Nan carré, Bois chandelle		
	Mole Saint Nicolas		La Montagne...		
Nord-est	Fort Liberté	Bayaha	Toute la Section	-Difficultés d'accès par manque de revenu	1. Distribution d'intrants agricoles; 2. Renforcement des systèmes et des canaux d'irrigation
		Acul Samedi	Toute la Section		
	Ferrier	Bas Mariboux	Ponigo, Latasse	Accès difficile	
		Derac	Toute la Section		
	Vallières	Trois palmistes	Grd Don, Pont Sabre	-Difficultés d'accès par manque de revenu -Indisponibilité alimentaire	3. Octroi de crédits aux femmes et aux planteurs; 4. Aménagement des bassins versants.
	Sainte Suzanne	Dupity	Toute la Section		
	Mombin Crochu	Sans Souci	Grande Savanne, Lilette		
	Caracol	Glaïdune	Jacquesyl	Difficultés d'accès par manque de revenu -Indisponibilité alimentaire	